



LES DROITS DE L'HOMME  
DANS LE MONDE

# LES DROITS DE L'HOMME EN CHINE

# N° 106

## AVRIL 2016

### Les affaires de Panama et la crédibilité du régime

Le régime chinois pose un problème d'information et de transparence, à un degré qui n'est sans doute dépassé qu'en Corée du Nord. Personne ne doit prendre pour argent comptant les chiffres officiels de la croissance puisque le Premier ministre lui-même en préfère d'autres, comme l'ont candidement révélé naguère les documents d'Edward Snowden. La lutte contre la corruption vise-t-elle à assainir la vie publique ou sert-elle de prétexte à écarter des adversaires bien choisis ? Des données simples et se résumant à un chiffre comme le nombre des exécutions annuelles (combien de milliers ?) ou les effectifs des prisons et des camps de travail (combien de millions ?) restent des secrets d'État. On aimerait les connaître, puisqu'ils sont forcément, du fait de la démographie, les plus forts de la planète.

Il y a les faits que l'on cache et il y a les mensonges d'État. Non, on n'a jamais torturé dans les prisons mais bien des détenus en

sortent pourtant en piteux état. Oui, la Chine est un État de droit mais la police fait ce qu'elle veut dès qu'un individu dérange. Il n'y a pas de censure sauf, bien sûr, pour écarter des messages ou des émissions pornographiques – mais alors pourquoi tant de cybernautes se trouvent-ils derrière les barreaux ? Les États-Unis fabulent évidemment quand ils parlent de l'espionnage informatique chinois : en effet, « *il est strictement interdit* ». Quant aux îles artificielles construites en mer de Chine avec pistes pour avions militaires, elles permettront de porter secours aux pêcheurs pris dans les tempêtes !

La crédibilité du régime vient d'être à nouveau prise en défaut avec les Panama Papers. Certes la Chine n'est pas le seul pays visé mais les références morales dont elle se targue sont fortement mises à mal. Cette fois, c'est le droit d'user avec décence des qualificatifs « socialiste » ou « communiste » qui est en cause.

Ligue  
des **droits de**  
**l'Homme**

FONDÉE EN 1898



## Le socialisme « à caractéristique chinoises » et ses paradis fiscaux

On apprend donc qu'un tiers ou presque (29 %) des opérations de Mossack Fonseca, l'intermédiaire juridique à l'origine du scandale des Panama Papers, viennent de ses bureaux de Hongkong et de Chine continentale. Selon le Consortium d'enquêtes des journalistes, la plupart des sociétés off-shore sont constituées dans les Îles Vierges mais enregistrées en Chine, à Taiwan, à Hongkong ou à Macao. Au total, seize mille trois cents personnes morales et des bureaux de Mossack Fonseca dans huit villes. « *Tous les secteurs de l'économie chinoise, du pétrole aux énergies vertes et des entreprises minières au commerce des armes* », apparaissent dans les données du Consortium. Selon le groupe de réflexion Global Financial Integrity de Washington, mille milliards de dollars ont quitté la Chine de 2002 à 2011. La Chine serait le plus gros exportateur mondial de capital illégal, devant la Russie et le Mexique.

Ces révélations touchent les sphères dirigeantes : au moins huit membres permanents du Bureau politique – actuels ou anciens – ont eu recours ou ont recours à des sociétés off-shore. Dont la belle-fille de Liu Yunshan et le gendre du vice-premier ministre Zhang Gaoli, l'un et l'autre membre du Bureau permanent du Parti. S'y ajoutent le frère de l'ancien vice-président Zeng Qinghong et la petite fille d'un membre permanent du bureau politique jusqu'à 2012, Jia Qinglin. Le chef de l'État et du Parti lui-même est atteint en la personne de son beau-frère Deng Jiagui, acquéreur en 2009 de deux sociétés dans les Îles Vierges et qui en possédait une dès 2004. Une serait dissoute, les deux autres en sommeil depuis la prise de fonction de Xi Jinping à la tête du Parti et de l'État.

L'affaire était évidemment embarrassante et il fallait d'urgence en taire le détail. La presse évoque à peine le dossier ; elle note que peu de révélations touchent le personnel politique américain et que « *les dirigeants non occidentaux, comme Poutine, ont droit à un vrai tapage* » (*Global Times* du 5 avril, qui cite Poutine comme « *dirigeant non occidental* », pour éviter de nommer un dirigeant chinois).

Les journaux ont reçu l'ordre de ne pas parler de l'affaire, ou de se conformer à ce qu'en distille la presse centrale. En outre, d'une manière assez cocasse, les autorités judiciaires et les ministres de la Sécurité publique et des finances ont tenté un contre-feu pour donner le change : ils ont pris le 8 avril des mesures pour « *protéger les lanceurs d'alerte* », en l'occurrence ceux qui prennent l'initiative de dénoncer les personnages en place coupables de corruption. Les mesures détaillées organisaient l'anonymat des dénonciateurs, la mise en place de postes d'appel, l'emploi des mots de passe notamment ; de fortes primes sont prévues en récompense. Il va

de soi que ne sont protégés que les lanceurs d'alertes légitimes, et non pas les nombreux démocrates qui demandent depuis des années la publication des fortunes personnelles et qui se trouvent parfois en prison aujourd'hui pour avoir insinué qu'il y avait de la corruption dans les sphères di-rigeantes. Simultanément, le pouvoir lance une deuxième campagne de chasse aux exportateurs d'argent illicite et aux détenteurs de paradis fiscaux, campagne à laquelle serait associée l'administration américaine : on va donc trouver de nouveaux coupables et ils ne figureront pas parmi les dirigeants actuels. Mais l'opération de camouflage est risquée et des messages interdits circuleront peut-être sur l'Internet. « *Un corbeau recouvert de craie ne reste pas blanc bien longtemps* », dit l'impertinente sagesse populaire.

À Hongkong, la situation est plus que pénible pour le *South China Morning Post* : il passe formellement sous contrôle de Jack Ma, possesseur du puissant groupe Alibaba, le 5 avril au moment même où explose l'affaire des Panama Papers qui met en cause l'appareil dirigeant du même régime. Après avoir assuré de son attachement à la liberté de la presse, il se ridiculiserait en gardant le même silence que la presse de Beijing. Mais les professionnels savent faire : si la vérité doit se promener toute nue, on peut toujours habiller les mensonges.

Le quotidien de Hongkong a une phrase évasive sur « *des membres de la famille de Xi Jinping et autres hauts fonctionnaires chinois* » et renvoie sans insister à une enquête sur le sujet remontant à 2014. Il lâche quelques noms : les enfants de Wen Jiabao, le précédent premier ministre, la fille de Li Peng, premier ministre responsable au premier chef de la boucherie de Tiananmen (1989). « *Quand les loups s'approchent de trop près de la troïka, il est bon que quelqu'un en tombe* », disent les Russes. Ainsi les dirigeants actuels seront épargnés.

## Amoralisme financier

Ces révélations sont d'autant plus gênantes pour la Chine que, selon la tradition, le chef politique se doit d'être aussi un chef moral, voire si possible, un poète et un calligraphe. Or les seules excuses invoquées par les victimes de ces révélations, c'est qu'elles n'ont rien fait d'illégal. Mais la question n'est pas du respect ou du non respect de la loi : le socialisme n'est pas une affaire de code fiscal, il s'est toujours référé à la morale, à la justice, à l'intérêt du plus grand nombre. En l'occurrence, placer ses fonds dans des territoires inaccessibles à l'impôt revient à alléger la pression fiscale sur les riches au point qu'elle est moindre que celle que supporte le petit peuple. Si la loi le permet, en conclura l'homme de la rue, c'est qu'elle est faite par et pour les riches. « *Faites come je dis, pas comme je fais*. » L'autorité des dirigeants risque fort d'être ébranlée avec des

conséquences imprévisibles. Comme le persifle un méchant dicton : « *Quand le perroquet a perdu ses plumes, il est moins beau qu'un poulet.* »

S'y ajoute une suspicion : si les puissants expédient leurs fonds vers des structures fantômes, c'est qu'ils n'ont guère confiance dans l'avenir du pays et, si l'avenir est morose, ce sera au petit peuple, une fois de plus, d'en supporter les souffrances dans le cadre national. Il existe enfin un troisième interrogation : si l'on souhaite cacher son argent, ne serait-ce pas qu'il s'agit d'un bien mal acquis et dont on veut dissimuler les sources ? Sur tous ces points, le régime est en difficulté, et pas seulement les dirigeants de mauvaise réputation mais ceux encore que le clan des démocrates voyaient d'un bon œil comme l'entourage de Zhao Ziyang ou de Hu Yaobang, supposés proches du peuple.

Le malaise du pouvoir apparaît en d'autres occasions. Est-ce un hasard si, comme le rapport l'agence Reuters le 20 avril, la Chine a décidé de suspendre les activités du groupe thématique de lutte contre la corruption constitué au sein du Groupe des vingt (G 20), et ce, dès qu'elle en a pris la présidence, ce mois de janvier ? Le groupe Business 20 se compose d'entreprises et de groupements de la société civile et son objectif est de lutter pour la transparence financière, en particulier au sujet des sociétés off-shore, coquilles vides installées dans les paradis fiscaux. En janvier 2016, la partie chinoise, regroupée dans le Conseil chinois pour la promotion du commerce international (CCPIT) et qui devait en prendre la tête, a tout simplement refusé de participer à ses travaux, sans fournir d'explications. Elle propose, étant donné l'extrême importance que la Chine attache à la lutte contre la corruption, assure la porte-parole des Affaires étrangères interrogée à ce sujet, d'organiser plus tard à Beijing un forum sur ce thème. D'autres pays membres du B 20 comptent sur la présidence suivante, celle de l'Allemagne, pour amener le groupe à reprendre ses travaux.

## A Hongkong, prise en main de quotidiens

Beijing s'efforce ainsi d'amener le monde extérieur à se conformer à ses désirs. Il étend son espace maritime et renforce son armée depuis des années. Mais le fait nouveau, depuis quelques semestres, c'est sa volonté de prendre place dans le domaine de l'information (publications et librairies). Ce qui s'est passé ce mois-ci à Hongkong mérite attention.

Pendant des décennies, et même plus d'un demi-siècle, la presse de Hongkong demeurée libre a permis d'y voir un peu plus clair sur les réalités du régime central. Un de ses fleurons était le *South China Morning Post*; il vient d'être racheté (5 avril) par le groupe Alibaba de Jack Ma – acquéreur le mois dernier

du Château de Sours en Gironde avec les vignes qui l'entourent dans l'Entre-Deux-Mers. Soit dit en passant, la régularité de sa prise de contrôle du groupe Alipay (un équivalent de Paypal) dont Yahoo était actionnaire, a été fortement mise en doute en novembre dernier dans la presse même qu'il possède aujourd'hui. L'ancien directeur du groupe SCMP Robin Hu, en place depuis 2012, n'est plus responsable que des médias ; l'ensemble prend le nom d'Armada Holding avec pour principal domaine l'investissement dans l'immobilier. L'accès au journal est désormais gratuit en ligne mais on est maintenant certain que l'information fournie sera celle qu'aura autorisée le gouvernement central, en sauvegardant un zeste de liberté langagière pour donner le change.

L'alignement n'a pas tardé en cette période d'urgence après les révélations des Panama Papers. Il fallait semer l'embrouille et un rédacteur du quotidien s'en est chargé. Le papier de Yonden Lathoo le 7 avril s'étonne : tout le monde s'excite sur les révélations procurées par un journal allemand ; en fait il s'agit d'informations largement traitées par le *South China Morning Post* en 2014. Il y a bien quelques nouvelles informations « *sur des personnes qui n'avaient pas été nommées auparavant* » mais le journal les traite « *au fur et à mesure de leur diffusion en même temps que les autres nouvelles* ».

Bien entendu, les lecteurs du journal ne partagent pas cette satisfaction ; ils s'expriment sur les réseaux sociaux. Certains vont jusqu'à dire que le SCMP « *est fini* » ; d'autres font mine d'enquêter sur les informations manquantes ; d'autres notent que pour donner le change, Beijing a choisi de dénoncer la corruption du général Guo Boxiong, ancien vice-président de la Commission militaire du parti, qui s'est approprié une fortune en distribuant des grades sous forme de billets de banque d'un poids total dépassant la tonne.

La prise en main du grand quotidien de langue anglaise et chinoise SCMP n'est pas un phénomène isolé. Le mois dernier, un rapport de l'Association des journalistes de Hongkong notait l'impression générale, dans le public comme dans la profession, que la liberté de la presse déclinait face au gouvernement central et ce, pour la deuxième année consécutive. On vient d'en avoir un exemple tout récent : le 20 avril, le rédacteur en chef du quotidien de langue chinoise Ming Pao et une partie de son équipe ont perdu leur poste sans préavis et avec effet immédiat. Officiellement pour des raisons d'économie – et il est vrai que la presse locale traverse une passe difficile. Mais leurs collègues journalistes voient dans ces licenciements soudains la volonté d'écartier une pensée libre. Le rédacteur en chef Keung Kwok-yuen avait couvert avec beaucoup d'indépendance des événements déplaisants pour Beijing, comme la récente lutte contre l'instauration d'une éducation patriotique dans les établissements scolaires et il n'avait

pas caché les placements des magnats de Hongkong dans les paradis fiscaux, tels que révélés récemment par les Panama papers.

L'inquiétude croissante sur l'indépendance de la presse de Hongkong s'est manifestée dans une affaire récente. Pour diminuer ses coûts de fonctionnement, la BBC britannique projette de transférer sur le territoire son service chinois, jusqu'alors installé en Grande-Bretagne. L'Association des journalistes de Hongkong a accueilli la nouvelle avec réserves : bien qu'il soit souhaitable de collecter les informations là où les événements se déroulent, dit-elle en substance, les pressions que subit désormais la presse sont telles que le travail éditorial des journalistes de la BBC risque d'y perdre son objectivité et son indépendance.

### Avidités, complaisances et servilités

Dans la volonté d'expansion de sa sphère d'influence, le régime peut compter sur des complaisances extérieures, et dans de nombreux pays. Pour prendre place en Chine, la firme Yahoo a accepté dans la décennie précédente de communiquer aux autorités chinoises des informations personnelles et des courriels de dissidents. Ces derniers, qui faisaient pleinement confiance à une entreprise américaine pour respecter la confidentialité de leurs messages électroniques, se sont retrouvés en prison, pour plusieurs années parfois. Tout dernièrement, le fondateur de Facebook, Mark Zuckerberg, s'est livré à Beijing à maintes amabilités, y compris courir dans un pic de pollution comme s'il n'existait pas, dans l'espoir sans doute d'une levée d'interdiction de son réseau.

Du côté français, il y a beaucoup à dire. L'administration se flatte ces derniers jours du marché mirobolant de sous-marins vendus à l'Australie dans les derniers jours d'avril ; la télévision nous explique, cartes à l'appui, qu'il s'agit d'aider ce pays à contenir

la poussée chinoise en Mer de Chine ou dans l'Océan indien. Mais on reste muet devant les informations du SIPRI en date du 22 février, selon lesquelles la France fut le deuxième fournisseur d'armes de la Chine dans la période 2011-2015, en violation évidente de l'embargo décidé après le massacre de 1989 survenu en plein centre de Beijing. Il est efficace de vendre des deux côtés : les fournitures à l'un justifient les achats de l'autre, chacun cherchant à rétablir l'équilibre.

Devant toutes ces complaisances, on peut noter avec quelque satisfaction des réactions de l'Union européenne, naguère bien timide. En début d'année, elle avait protesté contre les enlèvements de libraires à Hongkong. Ce mois-ci, la prise en main amorcée de la presse du territoire, l'encadrement de sa vie politique par les gens mis en place par le pouvoir central, la pression continue sur les forces hostiles à Beijing ajoutés aux enlèvements de libraires ont amené la Commission européenne à exprimer clairement dans son rapport du 25 avril ses inquiétudes et même sa désapprobation devant cette violation flagrante du principe « Un État, deux systèmes ». Celui-ci, dans sa conception initiale, devait accorder au territoire une large autonomie, le respect des libertés fondamentales et le suffrage universel. La réponse chinoise n'a pas tardé : le 26 avril, le ministère des Affaires étrangères demandait à l'Union européenne de ne pas « *formuler d'accusations irresponsables* » et de ne pas s'immiscer dans les affaires de Hongkong. En d'autres termes, « *mêlez-vous de vos oignons!* ». D'ailleurs, ajoutait le porte-parole du ministère, les droits et la liberté des habitants de Hongkong sont pleinement assurés depuis la rétrocession de 1997. Fermez le ban !

# SOMMAIRE

<b>Liberté d'expression et d'information. Contrôle de l'Internet.</b>	p. 06
<b>Liberté religieuse</b>	p. 06
<b>Répression du mouvement démocratique</b>	p. 07
<b>Avocats. Appareil judiciaire. Corruption</b>	p. 08
<b>Condition ouvrière. Conflits du travail</b>	p. 09
<b>Questions rurales. Environnement. Conditions de vie</b>	p. 09
<b>Minorités ethniques</b>	
Question tibétaine.....	p. 11
Question ouïghoure.....	p. 11
<b>Hongkong et Macao</b>	p. 12
<b>Taiwan</b>	p. 13
<b>Tensions militaires. Litiges et conflits territoriaux</b>	p. 13
<b>Informations diverses</b>	p. 14
<b>Sources d'information</b>	p. 15
<b>Documentation</b>	p. 15

*Les dates figurant en début de rubrique sont celles des faits ; les dates de fin de paragraphe, celles de l'information. Si la date des faits est inconnue, la date de début de rubrique est celle de l'information. Certaines informations parvenues récemment se rapportent à des événements relativement anciens. Les chiffres donnés en euros équivalent au montant en yuan, sur la base 1 euro = 6,76 yuan.*

► L'ensemble des lettres « Les droits de l'Homme en Chine » est disponible à l'adresse <http://www.ldh-france.org/tag/bulletin-chine/>

## Liberté d'expression et d'information. Contrôle de l'Internet

**22 avril**

Pour s'être exprimé en faveur d'un pouvoir constitutionnel et avoir critiqué la ligne du Parti, un ancien responsable adjoint de la propagande à Wenlin (Zhejiang) a été vertement réprimandé par la Commission municipale pour l'inspection disciplinaire. Les écrits de Mu Yinfei auraient « gravement nui à l'image du Parti ». Son compte internet a été fermé. Les règles du parti interdisent de remettre en cause quatre principes : la voie socialiste, la dictature démocratique populaire, le rôle directeur du Parti ainsi que la pensée de Mao Zedong et le marxisme-léninisme. Depuis octobre il est aussi interdit de discréditer les dirigeants, de déformer l'histoire du parti, d'émettre des commentaires inappropriés ou de remettre en cause la politique.

(SCMP, 22 avril)

**18 avril**

Lors d'une réunion portant sur les techniques de l'information, le président du Parti Xi Jinping a donné comme objectif le renforcement des capacités informatiques dans le dessein d'accroître la sécurité cybernétique et la « capacité de dissuasion » du pays. Ce dernier point est pour la première fois mentionné par des officiels chinois ; il figure depuis l'année dernière dans les objectifs du Département de la Défense des États-Unis.

(SCMP, 18 avril)

**8 avril**

Le contrôle de l'internet n'a pour objet que la sécurité du pays et la véracité des informations qui circulent ; il n'est pas dirigé contre les sociétés étrangères et ne viole pas les engagements commerciaux du pays, affirme l'Administration nationale de l'Internet. Ce bureau répond ainsi aux observations formulées par le Bureau du représentant américain au commerce (USTR) qui dans son dernier rapport annuel notait que le resserrement de la censure depuis l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping constituait une charge significative pour les firmes extérieures et pour les cybernautes. 80 % des sociétés américaines interrogées en janvier 2016 par la Chambre de Commerce américaine en Chine estimaient que ces contrôles de l'information avaient des effets négatifs.

(Reuters, 11 avril)

**3-4 avril**

Les cybernautes chinois n'ont pu prendre connaissance sur la toile des révélations apportées par les « Panama Papers », concernant les placements en paradis fiscal opérés par plusieurs figures politiques et par des proches du chef de l'État et président du Parti Xi Jinping. Les médias nationaux se sont contentés de notes courtes qui ne parlaient pas de personnalités chinoises.

(Reuters, 4 avril)

---

## Liberté religieuse

**23 avril**

Le chef d'État a souligné « l'importance spéciale » des affaires religieuses et rappelé la nécessité que les groupes religieux adhèrent à la direction du parti communiste. « Nous devons guider et éduquer les cercles religieux et leurs disciples avec les valeurs socialistes fondamentales » et diffuser les politiques et théories religieuses du PCC sur l'Internet. Xi Jinping a mis en garde contre les dangers que les religions pouvaient présenter : « Nous devons résolument nous protéger contre les infiltrations étrangères utilisant les moyens religieux et empêcher l'infiltration idéologique par les extrémistes. »

(Xinhua, 23 avril)

**31 mars**

Remise en liberté de Gu Yuese, pasteur d'une des plus importantes églises protestantes du Zhejiang. Elle survient peu avant la rencontre du Chef d'État Xi Jinping avec le président américain Obama à Washington, en marge du Sommet sur la sécurité nucléaire. Le 23 mars l'avocat protestant Zhang Kai avait, lui aussi, recouvré la liberté. Tous deux avaient dénoncé la campagne de destruction des croix au fronton des églises.

(Églises d'Asie, 13 avril)

# Répression du mouvement démocratique

28 avril

**Adoption d'une loi sur les organisations non gouvernementales extérieures**, qui prendra effet au premier janvier prochain. Elle accorde au ministère de la Sécurité tout pouvoir pour enregistrer et surveiller les organisations qui opèrent en Chine ; elle restreint l'aide que ces ONG pourraient apporter aux organisations chinoises avec lesquelles elles travaillent. L'accusation de « *mettre en danger la sécurité nationale* » permettra d'interdire ces organisations et de supprimer le soutien apporté aux réseaux locaux. La police pourra interroger à tout moment les représentants des ONG étrangères et exiger de connaître leurs sources de financement et le détail de leurs dépenses  
(CHRD, 28 avril)

15-22 avril

**Procès de cinq militants des droits civiques** : Liu Shaoming, Yuan Bing, Yuan Xiaohua, Su Changlan et Chen Qitang. Les chefs d'accusation sont habituels : « incitation à la subversion du pouvoir d'État », « rassemblement de foule afin de troubler l'ordre en un lieu public » et « instigation de querelles pour provoquer des troubles ». Ils sont passibles de condamnations à cinq ans ou plus d'emprisonnement.

Les arrestations sont liées à l'envoi de messages ou de photos « *politiquement sensibles* » sur l'Internet ou à la participation à des manifestations pacifiques.

- Liu Shaoming de Guangzhou (Guangdong), détenu depuis mai 2015, n'a pu rencontrer ses avocats avant novembre 2015 au motif que leur visite pourrait « *nuire à la sécurité nationale* ». Le procès s'est achevé le 15 avril sans prononciation de verdict. Liu Shaoming a participé au mouvement démocratique de 1989 ; il a été détenu un an pour « propagande contre-révolutionnaire ». Il a soutenu le mouvement ouvrier dans la Chine méridionale.
- Yuan Bing et Yuan Xiaohua, arrêtés en mai 2013 et jugés le 19 avril au Hubei par le tribunal de Chibi, avaient passé près de trois ans en détention préventive. Ils avaient participé à des manifestations organisées dans une dizaine de villes contre la corruption, pour la reconnaissance des droits civiques et de la suprématie de la loi. Ils avaient soutenu à Guangzhou en janvier 2013 le mouvement de protestation contre la censure qui avait frappé la publication Southern Weekly. Yuan Bing aurait été maltraité en cours de détention. Procès terminé sans verdict.
- Su Changlan, enseignante, jugée sans verdict le 21 avril à Foshan (Guang-dong), fut arrêtée en octobre 2014 pour le soutien qu'elle avait apporté au mouvement d'occupation du

quartier des affaires à Hongkong (automne 2014). La police n'a pas tenu compte des problèmes de santé (hyperthyroïdie) dont elle souffrait en détention ; elle est maintenant affectée de troubles cardiaques et de tremblements. En décembre 2015, le groupe des Nations unies sur les détentions arbitraires avait demandé sa libération immédiate.

- Chen Qitang, arrêté en octobre 2014 pour ses liens avec Su Changlan, avait déjà été détenue deux ans et demi parce qu'elle avait soutenu les paysans de Foshan dans leur lutte pour faire respecter leurs droits. Il devait être jugé le 22 avril. On ignore si un verdict a été prononcé.

(Weiquanwang, 21 avril)

13 avril

**Un tribunal de Changsha (Hunan) a rejeté le recours lancé par un couple homosexuel contre le bureau des affaires civiles** ; celui-ci avait refusé de rédiger un certificat de mariage. Le couple a décidé de faire appel de la décision. De nombreux sympathisants s'étaient rassemblés devant les bâtiments du tribunal. Les pratiques LGTB ne sont pas illégales et sont de plus en plus ouvertes en Chine mais le gouvernement central ne semble pas prêt de modifier la législation du mariage.

(SCMP, 13 avril)

8 avril

**Le tribunal intermédiaire de Guangzhou (Guangdong) condamne à quatre ans et demi d'emprisonnement le militant Wang Mo** pour « incitation à la subversion du pouvoir d'État ». Wang avait soutenu la protestation des jeunes de Hongkong, à l'automne 2014 lors de l'occupation du quartier des affaires. Il était détenu depuis le 3 octobre 2014.

Cinq autres personnes ont été condamnées le même jour et sous le même chef d'accusation, selon leurs avocats :

- Xie Wenfei (quatre ans et demi d'incarcération) à Guangzhou où il avait, lors d'une manifestation, soutenu la même banderole que Wang Mo en faveur d'un suffrage universel à Hongkong
- Zhang Shengyu, condamné à quatre ans de détention, par le même tribunal de Guangzhou que les deux précédents
- Liang Qinhu (dix-huit mois de prison), détenu depuis le 3 février 2015 pour avoir diffusé sur l'Internet des images et des messages critiques des dirigeants
- Xu Zhiqiang, un moine bouddhiste qui défendait la mémoire des victimes de Tiananmen et demandait aux dirigeants de révéler leur fortune, condamné à quatre ans de prison par un tribunal de Wuhan (Hubei)
- Huang Jinyi (ou Huang Fangmei ?), détenue

depuis mai 2014 après avoir assisté à une conférence de Xu Zhiqiang, condamnée pour deux ans par le même tribunal de Wuhan.

(Weiquanwang, China Change, 13 avril ; SCMP, 8 avril)

## Avocats. Appareil judiciaire. Corruption

**19 avril**

**Le montant des pots-de-vin autorisant une condamnation à mort a été relevé par la Cour suprême et par le Parquet national** de cent mille yuan à trois millions de yuan. Néanmoins des sommes d'un million et demi de yuan peuvent justifier la même peine, si les fonds détournés étaient destinés à des secours à la population, s'ils étaient liés à des activités illégales ou en cas de refus de restitution. Les seuils dataient de 1997 ; leur relèvement se justifierait par l'inflation.

(SCMP, 20 avril)

**19 avril**

**Condamnation à mort de Huang Yu, employé d'un institut de recherche de Chengdu (Sichuan) spécialisé dans les communications cryptées.** Il aurait livré 150 000 documents classés secrets à des services de renseignement étrangers (non précisés). Son arrestation date de 2011. Son épouse a été incarcérée pour cinq ans et son beau-frère, pour trois ans. Vingt-neuf de ses collègues ont aussi subi des sanctions.

(SCMP, 19 avril)

**17 avril**

**Quatre Chinois du continent, cinq de Hongkong et un individu arrêté au Vietnam encourent la peine de mort** pour un trafic de drogues découvert à Shenzhen (Guangdong) et qui porterait sur quatre cents kilogrammes de cocaïne.

(SCMP, 18 avril)

**14 avril**

**Le Bureau de la Justice de Beijing a retiré son droit d'exercer à l'avocat Pu Zhiqiang** et mis fin à sa carrière professionnelle. L'avocat avait été condamné en 2015 pour « incitation à la haine ethnique » à trois ans d'emprisonnement avec sursis. L'accusation se fondait sur la diffusion de messages critiques de la politique nationale dans la région ouïgoure du Xinjiang. Il avait défendu de nombreuses personnalités démocrates, telles que l'artiste Ai Weiwei ou les fondateurs du Mouvement des nouveaux citoyens.

(Reuters, 14 avril)

### La campagne contre la corruption et pour la discipline (suite)

Annoncé le 28 avril. Trois cent treize employés de l'Office national de statistiques ont revendu des informations internes pour leur profit personnel. Ils devront restituer 3,23 millions de yuan.

Annoncé le 18 avril. L'ancien gouverneur adjoint de la province du Guangdong et ancien maire de Dongguan, Liu Zhigeng, est exclu du Parti et fait l'objet d'une enquête pour « *graves violations de la discipline du parti* », autrement dit pour corruption. On lui reproche en outre des pratiques superstitieuses et l'organisation du commerce du sexe à Dongguan.

Annoncé le 18 avril. Un ancien responsable de la Sécurité pour la province du Hebei, Zhang Yue, est poursuivi pour chantage et collusion avec un responsable national de la Sécurité, dans le dessein d'éliminer les rivaux d'une entreprise amie.

Annoncé le 14 avril. Le chef adjoint du groupe d'enquête contre la corruption dans la province de l'Anhui, Fang Keyou, est poursuivi pour des pots-de-vin divers d'un montant total de 200 000 dollars.

Annoncé le 6 avril. Le maire de Jinan (Shandong) Yang Yulu, secrétaire adjoint du PC de Jinan, est poursuivi pour corruption. Il aurait tenté, avec le maire adjoint de la ville, de s'emparer des biens d'une cimenterie du Shandong et d'une autre située à Hongkong en y installant un prétendu « groupe de travail ».

Annoncé le 5 avril. Inculpation officielle du général Buoxiong, ancien vice-président de la Commission militaire du Parti, principal personnage de l'armée et chargé de l'armement et des exercices. On aurait trouvé plus d'une tonne de billets de banque dans le sous-sol de sa maison.

Annoncé le 5 avril. Enquête menée à l'encontre de Gu Junshan, ancien responsable adjoint de la logistique militaire. Il aurait reçu un total de six cents millions de yuan en pots-de-vin.



**8 avril**

**Condamnation à six mois de prison pour « diffamation » de l'avocat Shu Xiangxin** par un tribunal de Jinan (Shandong). D'après son épouse et son avocat, il aurait été maltraité durant sa détention, frappé, exposé longuement au froid, et pendu par les poignets. Ses avocats n'ont pas été autorisés à prendre la parole durant le procès ni à communiquer

des dossiers en sa faveur. À l'extérieur du tribunal, un homme a frappé la fille de Shu Xiangxin jusqu'à ce qu'elle perde conscience. Elle a été hospitalisée.

Shu Xiangxin avait été détenu en 2012 pour avoir aidé des villageois à faire valoir leurs droits sur leurs terres. Il avait dénoncé des faits de corruption commis par des officiels.

(RFA, 8 avril)

---

## Condition ouvrière. Conflits du travail

**21 avril**

**L'intensité de la compétition aussi bien dans le commerce de rue que sur le réseau internet cause la fermeture de nombreuses entreprises de distribution** depuis le début de 2016. Il en résulte un accroissement des grèves et des manifestations liées à des revendications pour arriérés de salaires, pour ruptures de contrat ou pour liquidations de faillite. L'offre de produits dépasse le pouvoir d'achat des consommateurs, en sorte que nombre de boutiques n'ont qu'une clientèle insuffisante. Les conflits sociaux sont moins nombreux que dans le secteur manufacturier ; ils touchent plus les magasins que la vente en ligne.

(CLB, 21 avril)

**13 avril**

**Dix-huit ouvriers du bâtiment sont morts à Dongguan** (Guangdong) dans la remise où ils dormaient, écrasés par la charpente d'une grue abattue par une tornade. L'accident a fait aussi dix-huit blessés. Dans la même province à Shenzhen en décembre, l'effondrement d'une masse de déchets de construction avait fait soixante-quatorze morts ou disparus.

(China Post, 15 avril)

**12 avril**

**La mère du militant ouvrier Zeng Feiyang intente un procès à l'agence Xinhua**, pour un article diffamatoire concernant son fils et paru en décembre 2015. Elle poursuit aussi la police locale et le centre de détention de Guangzhou. Le directeur du Centre d'aide ouvrière de Panyu est détenu depuis le 3 décembre pour «rassemblement de foule dans le dessein de troubler l'ordre social». Les médias officiels avaient le 22 décembre publié une série d'accusation d'ordre personnel. Zeng n'a pu encore rencontrer son avocat. La plupart des militants arrêtés en décembre ont été relâchés mais ils restent sous surveillance et le Centre de Panyu ne peut remplir ses fonctions de soutien aux luttes ouvrières.

(CLB, 12 avril)

---

## Questions rurales. Environnement. Conditions de vie

**28 avril**

**Les autorités du district de Nan (Hunan) ont abandonné leur projet d'une usine d'incinération à la suite des manifestations des 25 et 26 avril** suscitées par la crainte d'effets sanitaires nuisibles. Le 22 avril, une décision semblable avait été prise dans le district de Haiyuan (Zhejiang) à cause des protestations de la population.

(AP, 28 avril)

**21 avril**

**Nouveau pas dans l'évolution de la politique démographique**, la province du Heilongjiang autorise un troisième enfant pour les couples vivant dans certains districts frontaliers et pour ceux qui relèvent de minorités ethniques. La population du Heilongjiang est vieillissante et le nombre des actifs diminue. Les congés de mariage sont désormais de vingt-cinq jours contre quinze auparavant. La décision a été annoncée le lendemain sur le site internet de l'assemblée provinciale.

(SCMP, 23 avril)

**20 avril**

**La qualité de l'air s'est en général améliorée en Chine pour les trois premiers mois de l'année**, avec une diminution de 8,8 % du taux de PM2,5 sur la même période de 2015. Néanmoins 310 des 362 villes étudiées par Greenpeace sont loin de respecter la norme nationale de 35 ug/m<sup>3</sup>; la moyenne de concentration pour les 362 agglomérations est de 60,7 ug/m<sup>3</sup>.

La situation s'est dégradée dans plusieurs zones relativement épargnées auparavant. Les deux zones les plus polluées du pays au premier trimestre 2016 sont la province du Henan et le Xinjiang. Le niveau moyen de PM2,5 y dépasserait cent microgrammes au mètre cube, soit dix fois les normes établies par l'Organisation mondiale de la Santé et trois fois les normes nationales. Ce constat surprenant s'expliquerait par l'exode vers l'Ouest des entreprises, en quête de réglementations moins rigoureuses contre la pollution. Le Hebei était jusqu'alors la province la plus affectée dans son environnement. Dans la zone Hebei-Beijing-Tianjin, le taux de PM2,5 aurait diminué de 23 %.

(Greenpeace East Asia, 20 avril)

**18 avril**

**Selon un rapport de l'association Nature Conservancy, qui analyse la qualité de l'eau dans cent trente cinq usines de captation des eaux relevant de trente agglomérations, 73% des échantillons montrent un taux de pollution allant de moyen à très haut.** Les taux sont particulièrement élevés à Chengdu (Sichuan), Harbin (Heilongjiang), Kunming (Yunnan), Ningbo (Zhejiang), Qingdao (Shandong) et Xuzhou (Jiangsu). Quatre-vingts millions de citoyens chinois souffriraient de cette mauvaise qualité de l'eau.

(Nature Conservancy, 18 avril)

**17 avril**

**La télévision centrale rapporte que le sol et les eaux entourant l'École de Langues étrangères de Changzhou (Jiangsu) contiennent des éléments toxiques et des métaux lourds**, avec un niveau de chlorobenzène cancérigène cent mille fois supérieur à la limite de sécurité ainsi que des excès de fluor et de manganèse dans les eaux utilisées par l'établissement.

Des experts avaient conclu en février qu'au terme d'un projet de restauration des sols, la qualité de l'air, jusque là polluée par trois anciennes usines chimiques, répondait aux normes nationales. Sur 641 élèves ayant subi un examen médical, il s'en trouve 493 qui souffrent de bronchites, d'anormalités du sang et de la thyroïde, et parfois de leucémie ou de lymphome.

*(La ville de Changzhou a contesté les chiffres avancés par la télévision; elle affirme que sur 597 élèves examinés, 464 se trouvaient en bonne santé. Le 25 avril, sur la base d'une enquête préliminaire, la municipalité affirme que la situation dans l'espace scolaire est normale et semblable au reste de la ville.)*

En novembre 2015, des malaises d'écoliers survenus en cours de gymnastique avaient permis de découvrir, entre autres irrégularités, qu'une piste de sport à Shenzhen (Guangdong) contenait vingt fois la limite autorisée de benzène et de toluène.

(SCMP, 18-19 avril)

**11 avril**

**Selon une étude du ministère des Ressources hydrauliques, 80% des nappes phréatiques dans les principaux bassins fluviaux présentent un danger.** La cause en est la pollution liée aux activités industrielles et agricoles. Menée en 2015, l'étude a porté sur 2 103 puits relevant de dix-huit provinces dans les bassins du Yangtsé, du Fleuve jaune et des fleuves Huai et Hai. C'est la première fois que le ministère publie sur son site internet des informations sur la qualité des eaux.

La pollution provient pour l'essentiel de nitrates mais aussi de métaux lourds et de polluants biologiques difficiles à supprimer. La proportion de 80% dépasse nettement les 60% avancés par le ministère de l'Environnement, lequel s'appuyait sur l'examen de 4 900 sites relevant de 202 agglomérations. Certains experts estiment que ces pourcentages sont trop optimistes car ils se fondent sur des tolérances de pollution excessives ou sur des critères dépassés, qui par exemple ne prennent pas en compte les dégâts de la pétrochimie.

(SCMP, 12 avril)

## Minorités ethniques

### Question tibétaine

**17 avril**

**Libération de Buruna Rinpoche, du monastère Buruna**, près de Kardze (Sichuan) après huit ans et six mois de prison. Sa condamnation, le 23 décembre 2009, était liée à sa résistance à la campagne d'éducation patriotique qu'il avait développée dans son monastère et pour son refus de signer un document condamnant le Dalaï-Lama. Cinquante-quatre religieuses du monastère avaient été condamnées pour les mêmes motifs.

Un autre moine, Tenzin Gyatso, du monastère de Labrang, avait été libéré le 7 avril, après une détention au secret de cinq ans.

(Tibet-info.net, 18-21 avril)

**11 avril**

**Quatre Tibétains qui pétitionnaient contre la confiscation de leurs terres situées près de Tangke dans la préfecture autonome tibétaine et qiang de Ngaba (Aba pour les Chinois) ont été condamnés** pour « instigation de querelles et provocation de troubles » à des peines de prison avec

sursis. Ils n'ont pas pu s'appuyer sur des avocats pour leur défense. Ils étaient détenus depuis l'automne. La justification officielle de la confiscation, effectuée en 2010, était la constitution d'une zone environnementale d'exception ; en réalité, il s'agissait d'une opération commerciale. Les protestations des propriétaires ont entraîné des arrestations, accompagnées parfois de brutalités et suivies, pour quatre d'entre eux, de condamnations pénales avec sursis.

(TCHRD, 14 avril)

**30 mars**

**La police a tiré à balles réelles sur des Tibétains de Horshul**, district de Serta, dans la préfecture autonome de Kardze (Sichuan). Elle aurait fait deux morts et de nombreux blessés. Les Tibétains se battaient pour récupérer des yaks chargés dans un camion et qu'ils croyaient avoir été volés par le conducteur. Celui-ci avait demandé l'assistance de la police, laquelle n'aurait pas laissé aux Tibétains le temps de s'expliquer.

(Phayul, 1<sup>er</sup> avril)

## Question ouïghoure

**28 avril**

**La famille d'Abdulla Muniyaz, exécuté pour son implication dans un attentat à la bombe contre un bus survenu en février 1997, reste sous surveillance** et subit un harcèlement policier dans son village de Karasa de la préfecture d'Aksu. Deux des fils ont été incarcérés en 2013 alors qu'ils s'apprêtaient à quitter le Xinjiang pour, assure la police, « faire le Jihad ». Ils furent condamnés par la suite à dix-sept et treize ans de détention. Trois autres fils cadets furent emprisonnés pour avoir crié leur hostilité à des Chinois Han arrivés dans la région. Ce harcèlement des familles de condamnés serait une pratique fréquente, les autorités soupçonnant les parents d'être devenus des adversaires irréconciliables du régime.

(RFA, 28 avril)

**20 avril**

**Le Xinjiang est devenu la région de Chine ayant la plus forte concentration en particules PM2,5.** S'y trouvent les cinq villes du pays les plus menacées à cet égard : Kashgar (276,1 ug/m<sup>3</sup>), Wujiaqu (170,4 ug/m<sup>3</sup>), Ouroumtchi (160,3 ug/m<sup>3</sup>), Hetian (146,9 ug/m<sup>3</sup>) et la préfecture de Kizilsu (135,4 ug/m<sup>3</sup>).

(Greenpeace East Asia, 20 avril)

**13 avril**

**Les autorités chinoises promettent une récompense allant jusqu'à cinq millions de yuan à des donneurs d'informations sur des individus suspectés de terrorisme.** Des renseignements sur les « activités religieuses illégales » ou sur les écoles musulmanes sont également les bienvenus.

(RFA, 13 avril)

**7 avril**

**Procès à Ouroumtchi de Patigul Ghulam**, accusée d'avoir « livré des secrets d'État ». Elle avait en avril 2013 dit à un journaliste de Radio Free Asia qu'elle était à la recherche de son fils disparu. Elle l'avait perdu de vue après les violences de juillet 2009 dans la capitale de la Région autonome. Plusieurs Ouïghours étaient disparus dans les jours qui suivirent les troubles. Patigul Ghulam a vu son fils pour la dernière fois le 14 juillet 2009, quand la police est venue l'arrêter à son domicile. Elle n'a pu obtenir la moindre information sur son enfant et a même été détenue à deux reprises au prétexte qu'elle inciterait à des troubles.

(Human Rights Watch, 7 avril)

## Hongkong et Macao

**24 avril**

**Le quotidien *Ming Pao* est sorti avec trois articles en blanc le 24 avril** et deux le lendemain pour protester contre le licenciement de son directeur de rédaction Keung Kwok-yen le 20 avril, justifié officiellement par la volonté de réduire les coûts de production du journal.

À cette date, le *Ming Pao* avait publié en première page un rapport sur les Panama Papers obtenu auprès du Consortium des Journalistes. L'association des rédacteurs du quotidien se déclare « *extrêmement irritée et mécontente* », persuadée que cette mise à l'écart résulte d'une réorientation de la ligne du journal dans un sens plus favorable au pouvoir central. Le quotidien fondé en 1959 était jusqu'à présent connu pour le sérieux de ses informations et son lectorat se composait d'individus de niveau culturel plutôt élevé. Son rédacteur en chef, nommé en 2014, est lié à un homme d'affaires de Malaisie proche du pouvoir pékinois.

**(Hongkong Free Press, 20-25 avril ; Fédération internationale des Journalistes, 21 avril)**

**11 avril**

**L'un des cofondateurs du nouveau parti Demosisto**, la jeune Agnes Chow-ting, ne peut plus déposer d'argent sur son compte personnel ouvert à la Hang Seng Bank. L'établissement financier de Hongkong lui interdit ainsi la collecte de fonds pour son organisation. Il y a un mois, la banque HSBC avait de son côté refusé à Demosisto d'ouvrir un compte collectif. Les deux banques affirment que leurs décisions ne relèvent d'aucunes considérations politiques.

**(SCMP, 12 avril)**

### Un nouveau débat : l'indépendance de Hongkong

À force de tergiverser sur les institutions, de promettre un suffrage universel à condition que les candidats soient indirectement choisis par le pouvoir central, de confier la direction du territoire à des hommes de confiance, et tout récemment en procédant à des enlèvements de libraires anticomunistes et en prenant en main une partie des médias, Beijing a conduit la jeunesse de Hongkong à perdre l'espoir d'un avenir démocratique.

Après le mouvement des parapluies de l'automne 2014 qui refusait un suffrage universel truqué, une partie des jeunes – rassemblés soit dans le Hongkong National Party, soit dans le parti Demosisto – s'interrogent sur l'éventualité d'une indépendance. Pour tout de suite ou pour

2047, au terme des cinquante ans de la période « un État, deux systèmes ». Un colloque sur le sujet s'est tenu le 18 avril à l'Université Shue Yuan, à l'initiative du syndicat des étudiants.

Bien entendu, il n'y a pas d'unanimité. Et les organisations classiques sont plus que réservées. Le parti démocrate trouve que les « localistes » ne veulent pas voir la réalité en face et assure que Beijing enverra la troupe en cas de rupture avec le régime continental ; les partisans de Beijing ajoutent qu'il sera facile de couper l'eau et l'alimentation du territoire pour amener les indépendantistes à résipiscence. Le nouveau mouvement espère, en cas de conflit ouvert, trouver un soutien dans les capitales occidentales et croit que les livraisons d'eau et de nourriture se poursuivront comme depuis toujours.

Le pouvoir central, lui, parle de sédition, de trahison et de violation de la « loi fondamentale » et de l'accord passé avec la Grande-Bretagne pour la rétrocession de 1997. Pour l'instant, il n'a pas évoqué la possibilité d'appliquer l'article 23 de la loi fondamentale qui, une fois adopté, permettrait de légiférer contre les actes de « trahison, de sécession, de sédition ou de subversion » ; il ne l'a pas exclu non plus. Mais ses partisans affirment dès maintenant que la liberté d'expression n'est pas un droit absolu et que l'exercer implique que l'on garde le sens de ses responsabilités, c'est-à-dire qu'on respecte le pouvoir en place.

**10 avril**

**Fondation par quelques dirigeants issus du groupe Scholarism**, très actif lors du mouvement de protestation de l'automne 2014 pour un authentique suffrage universel, du parti Demosisto. L'organisation conteste la version présente de la formule « un pays, deux systèmes », en raison de l'immixtion croissante du pouvoir central dans les affaires du territoire. Il ne milite cependant pas pour l'indépendance immédiate. Ses quatre figures principales sont Joshua Wong, Nathan Law Kwun-chung, Oscar Lai Man-lok et Agnes Chow-ting.

**(SCMP, 11 avril)**

**7 avril**

**D'après une étude menée par l'Institut des études Asie-Pacifique de l'Université de Hongkong auprès de 717 personnes, près d'un habitant de Hongkong sur six pense que seules les actions radicales**, telles que le blocage des transports et l'affrontement avec la force publique peuvent amener le

gouvernement à prendre en compte les demandes de la population. 70% en revanche estiment qu'il faut continuer de revendiquer auprès du gouvernement par des voies raisonnables.

(SCMP, 7 avril)

## Taiwan

**17 avril**

**Comme l'avait demandé le régime nationaliste, la Malaisie enverra finalement à Taiwan les trente-deux suspects de fraude**, dont le sort restait en suspens. Vingt Taiwanais y sont déjà arrivés le 15 avril et ils ont été laissés en liberté dans l'immédiat. Mais suite à la fourniture de preuves par la Chine continentale, dix-huit d'entre eux ont été placés en détention le 21 avril. La Chine continentale voulait les juger elle-même, arguant du fait que les victimes des escroqueries informatiques supposées se trouveraient sur son territoire. Taiwan y voyait là une volonté d'affirmer progressivement sa souveraineté sur les citoyens de l'île, en violation d'un accord tacite passé par les deux régimes de ne pas interférer dans les affaires de leurs ressortissants à l'étranger.

(*Taipei Times*, 19 avril ; *Associated Press*, 15 avril)

**13 avril**

**Des émissaires du régime nationaliste vont négocier à Beijing le retour de quarante-cinq taiwanais que le régime communiste aurait enlevés au Kenya**. La police de ce pays, selon le ministère des Affaires étrangères de Taiwan, avait employé les gaz pour embarquer de force vers la Chine continentale huit d'abord puis trente-sept personnes, dont huit citoyens taiwanais ; soixante-sept autres étaient attendus à Beijing le 1 avril. Le gouvernement de Beijing avait en janvier demandé au Kenya l'extradition de soixante-seize individus – trente-deux Chinois du continent et quarante-cinq Taiwanais – pour que le procès soit instruit en Chine.

Les Taiwanais auraient été inculpés et jugés à l'occasion d'une arnaque téléphonique puis, pour vingt-trois d'entre eux, acquittés le 5 avril. Mais Beijing ne considère pas que cet acquittement lui retire le droit de les juger à nouveau.

(*Radio Taiwan International*, 11 avril ; *Reuters*, 12 avril)

## Tensions militaires. Litiges et conflits territoriaux

**20 avril**

**Le chef de l'État, Secrétaire général du Parti, président de sa Commission militaire et de la dizaine de comités ad hoc relevant directement du Bureau politique, s'est accordé un nouveau titre**. Vêtu d'un treillis militaire de camouflage, il a passé en revue les chefs des armées en sa nouvelle qualité de Commandant en chef du commandement de combat unifié de l'Armée de libération. Cette dernière structure a été récemment mise en place pour répondre aux exigences des conflits modernes ; la nouvelle fonction de Xi Jinping se rapporte directement à la conduite des opérations et à la définition des stratégies. Le Commandant en chef a rappelé à ses subordonnés qu'ils devaient être « absolument loyaux, inventifs au combat, courageux et capables de gagner des guerres ».

(SCMP, 20 avril)

**15 avril**

**Le général Fan Changlong, vice-président de la Commission militaire du**

**Comité central, a récemment effectué une visite exceptionnelle dans les îles artificielles de la Mer de Chine méridionale**. La période exacte de cette inspection n'est pas connue mais elle coïncide avec les manœuvres menées à proximité du 4 au 15 avril par les États-Unis, l'Australie, le Japon et les Philippines, manœuvres dénoncées par Beijing comme menant à une militarisation de la zone avec retour à une « *mentalité de guerre froide* ».

(AP, 15 avril)

**13 avril**

**Les ministères de la Défense des Philippines et du Vietnam envisagent de procéder à des manœuvres** et à des patrouilles maritimes communes, pour résister aux pressions chinoises croissantes.

(SCMP, 13 avril)

**12 avril**

**La Chine a effectué un lancement test d'une fusée balistique intercontinentale DF-41 à partir du Centre d'essai de Wuzhai.**

Cette fusée serait capable d'atteindre les États-Unis en trente minutes environ, soit à travers le Pacifique, soit en passant par le pôle. Elle pourrait porter de six à dix ogives.

(Washington Free Beacon, 19 avril)

#### 12 avril

**L'armée chinoise fait visiter l'île Yongxing/Woody de l'archipel des Xis-ha/Paracels ainsi que deux îlots mineurs à un groupe composé pour l'essentiel de journalistes.** Elle a présenté le territoire essentiellement comme un lieu de pêche et de tourisme. Des liaisons maritimes régulières sont prévues pour les années prochaines.

(SCMP, 12 avril)

#### 10-11 avril

**Le groupe des sept réuni à Hiroshima (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Japon, Italie) a examiné les questions de la mer de Chine et les litiges territoriaux** qui s'y rattachent, malgré les vives récriminations de Beijing. Le G7 s'est exprimé dans des termes d'une fermeté inaccoutumée.

Les sept pays se déclarent pour une solution pacifique des conflits et ajoutent : « Nous exprimons notre forte opposition à toutes les actions d'intimidation par la force ou de provocation unilatérale qui pourraient

modifier le statu quo et accroître les tensions ». Le groupe presse « *tous les États de s'abstenir d'actions telles que la récupération de terres (ou) la construction d'avant-postes à des fins militaires* ». Il demande aux gouvernements de la zone de respecter les lois maritimes internationales et d'appliquer tous les jugements contraignants émanant des autorités judiciaires. Il se réfère là au litige soumis au Tribunal permanent d'arbitrage de la Haye. Beijing déclare ce recours sans objet.

La déclaration du groupe a donné lieu à de vives attaques du côté chinois. Le ministère des Affaires étrangères a convoqué les représentants diplomatiques des pays concernés pour exprimer son mécontentement.

(AFP, Kyodo, Reuters, 11-12 avril)

#### 6 avril

**La Chine a mis en fonctionnement un phare sur l'une des îles artificielles constituées à partir du récif Subi/Zhubi de l'archipel des Nansha/Spratleys.** Le récif Zhubi initial n'émergeait qu'à marée basse. L'îlot dispose maintenant d'installations de météorologie, de radars, de quais et d'un hélicoptère. Les bateaux accèdent par un canal au lagon central.

(SCMP, 7 avril)

## Informations diverses

*Cette rubrique regroupe des informations qui, sans toucher directement aux droits de l'homme stricto sensu, éclairent sur les réalités et les tensions de la société chinoise.*

#### 27 avril

Le projet de substituer aux dettes des entreprises des prises de participation qui, pour un temps, éluderaient le problème des remboursements, a suscité de vives réserves de la part du Fonds monétaire international. Le FMI estime que la mesure permettrait la survie des entreprises fantômes. Elle concernerait un endettement de mille milliards de yuan, accumulé au fil des décennies.

(Bloomberg, 27 avril)

#### 26 avril

Décès de Wu Hongda/Harry Wu (79 ans), connu pour sa dénonciation inlassable des camps de réforme par le travail (laogai). Catholique, il y avait été emprisonné dès l'âge de 23 ans et avait connu douze camps différents. Relâché en 1979, il était parti vivre aux États-Unis. Revenu en Chine pour enquêter sur les camps, il avait été arrêté en 1995 pour espionnage, condamné à quinze ans de prison puis expulsé vers les États-Unis. Il avait créé la Fondation du Laogai (www.laogai.org) en 1992 et y avait installé en 2008 un musée du Laogai. « *Pour éduquer le public*

*sur les atrocités commises par le régime communiste chinois.* » Il a écrit de nombreux livres sur le sujet, dont traduits en français : Retour au laogai (Belfond J'ai lu, 1996), Laogai, le goulag chinois (Dagorno, 1996) et Vents amers (Bleu de Chine, 1994).

(Laogai Foundation, 26 avril)

#### 20 avril

La population chinoise a augmenté de trente-quatre millions d'individus au cours des cinq dernières années, selon les chiffres du Bureau national des statistiques. Elle se situe officiellement à 1 374 490 personnes. L'estimation est extrapolée de l'étude d'un échantillon de vingt et un millions d'individus (1,55 % de la population).

(Bureau des Statistiques, 20 avril)

#### 14 avril

Fin du premier salon des avions d'affaires. Le nombre des appareils disponibles sur le territoire chinois s'élève à trois cents ; il s'est accru de 3,8 % en 2015, à un moindre rythme qu'en 2014 (14 %). Sur les trente avions achetés, dix-neuf ont quitté le territoire chinois. Selon les spécialistes du marché, les achats d'appareils ont l'avantage de permettre des sorties de capitaux et constituent un placement en valeur dollars.

(AFP, 15 avril)

## Sources d'information

64tianwang, AFP, Agence Xinhua, Amnesty International, Apple Daily, BBC, Boxun, China Change, China Information Center, *China Labour Bulletin*, *China Post*, Chine-Information, Chinese Human Rights Defenders, Citizens'radio, Civil Rights & Livelihood Watch, Commission Enquête Chine, Committee to Protect Journalists, Confédération internationale des syndicats libres, *Da Jiyuan (La Grande Époque)*, Dongxiang, Fondation Duihua, Freedom House, Human Rights Campaign in China, Human Rights in China, Information Centre

for Human Rights and Democracy, Kaifang, Kyodo News Agency, Laogai Research Foundation, Minsheng GuanCha, Ming Pao, Mirror Books, Molihua, New Century News, Radio France Internationale (émissions en chinois), Radio Free Asia, Radio Free China, Radio Taiwan International, Reporters sans Frontières, Reuters, Rights Campaign, SEAE, SMHRIC, Sinosphere, *South China Morning Post*, *The Standard*, Taipei Soir, TealeafNation, Tibetan Centre for Human Rights and Democracy, UCAnews, Utopia, WeiQuan Wang, Weiwuerzaixian, Wen Wei Po, Zhengming.

## Documentation

### Country Reports on Human Rights Practices for 2015, U.S. Department of State, Bureau of Democracy, Human Rights and Labor, 13 avril 2016, 90 pp environ

Ce long rapport comprend 330 000 caractères sur la situation en Chine et dans les zones où elle exerce sa souveraineté. Très complet et à jour, en particulier concernant les violations du droit par l'appareil judiciaire, le contrôle de la presse et de l'internet et la totale indifférence aux dispositions de la Constitution garantissant le respect des libertés fondamentales. Le rapport traite aussi de la condition juridique des salariés et de la situation au Xinjiang. Des développements spéciaux sont réservés au Tibet, à Hongkong et à Macao.

Téléchargeable sur le site <http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/index.htm?year=2015&dld=252755#wrapper> pour l'ensemble du rapport, et choisir China (includes Tibet, Hong Kong and Macau).

### Rapport sur l'état des eaux dans les villes de Chine, The Nature Conservancy, 18 avril 2016, 61 pp.

Le rapport met en évidence l'ampleur du problème de l'eau pour un pays qui représente un sixième de la population du globe et ne dispose que de 7 % des réserves d'eau mondiales. La situation est fortement aggravée par le mode de développement mené depuis six décennies sans prise en compte des exigences de l'environnement.

Téléchargeable sur le site <http://water.nature.org/waterblueprint/region/china/#/section=overview&c=4:32.06396:100.15137>

### Annual Report on Hongkong Special Administrative Region, European Commission and European External Action Service, 25 avril 2016, 46 000 caractères

Le rapport s'exprime avec clarté sur la situation de Hongkong. Il regrette en particulier l'absence de progrès vers l'institution d'un suffrage universel sur le territoire. Il dénonce les enlèvements d'éditeurs-libraires par le gouvernement central comme une atteinte particulièrement grave au principe « Un État, deux systèmes » et comme jetant le doute sur le respect des droits de l'Homme, des libertés fondamentales et du règne de la loi.

Téléchargeable sur le site <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=JOIN:2016:10:FIN>

L'Union européenne a publié le même jour un rapport de contenu moins critique sur la situation à Macao. Le texte est téléchargeable sur <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=JOIN:2016:9:FIN>

Enquête sur l'exercice de la profession, Foreign Correspondents' Club of China, 27 avril 2016.

L'étude repose sur les réponses à un questionnaire adressé en janvier à 177 membres du Club et à 351 non-membres. Les voyages pour reportage au Tibet requièrent l'approbation de l'administration et la liberté de mouvement y est réduite. Trois quarts des demandes de voyage dans la région autonome ont été rejetées en 2015.

Téléchargeable sur le site <https://cpj.org/blog/04262016FCCCTIBETSURVEY.pdf>